



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Biepe - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société Ovine
Flandres Artois (S.O.F.A) de respecter les prescriptions
applicables à son établissement situé à BAILLEUL pour le
traitement des déchets et des effluents produits**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel modifié en date du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 «abattage d'animaux » ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le règlement (CE) 1069-2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 16 novembre 2010 à la société Société Ovine Flandres Artois pour l'exploitation d'un abattoir d'ovins et de caprins sur le territoire de la commune de BAILLEUL à l'adresse 105 Rue Philippe Van Thieghem concernant notamment la rubrique 2210 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :

« Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Un schéma de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours ; »

VU l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :

Les relevés mensuels des consommations d'eau sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la Police de l'eau.

L'exploitant dispose d'un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour mettre en sécurité le puits présent dans la cour de l'établissement, de manière à empêcher toute pollution potentielle des eaux souterraines. Une margelle bétonnée d'au moins 50 cm de hauteur et d'une surface de 3 m² autour du couvercle sera réalisé et l'accès au puits sera sécurisée ;

VU l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :
« Tous les effluents aqueux sont canalisés » ;

VU l'article 23-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :
Les eaux pluviales de parking transiteront par un décanteur-séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le milieu naturel ;

VU le point a) de l'article 23-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :

« L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm ; »

VU le point b) de l'article 23-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :
« Les eaux pré-traitées in situ sont homogénéisées dans une fosse de 10 m³ ; »

VU l'article 23-5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :
« Les résultats des mesures seront transmis chaque année à l'inspecteur des Installations Classées. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés aux fréquences définies ci-dessous et portés sur un registre .../...
Les résultats des mesures seront transmis chaque année à l'inspecteur des Installations Classées ; »

VU l'article 24-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :
« Les sous-produits animaux et les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation sont éliminés par des installations habilitées à les recevoir conformément aux dispositions .../... du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil, du 21 octobre 2009 ; »

VU l'article 30-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 novembre 2010 susvisé qui dispose :
« Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises ; »

VU l'article 15 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé qui dispose :
« La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents ; »

VU l'article 31 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé qui dispose :
« Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »

VU le 1° du point II de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose :

« Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;*
- les dates d'épandage ;*
- les parcelles réceptrices et leur surface ;*
- les cultures pratiquées ;*
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;*
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;*
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses ; »*

VU l'article 33 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé qui dispose :

« Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total ; »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection en date du 2 avril 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les eaux pluviales et les eaux du process d'abattage ne sont pas séparées ;*
- certaines toitures de l'abattoir ne sont pas équipées de gouttières pour canaliser les eaux pluviales ;*
- le prétraitement des eaux de process n'est pas effectué ;*
- la fosse de stockage des eaux pré-traitées nécessaire au tamponnement des eaux rejetées au réseau public d'assainissement n'est pas installée ;*
- la collecte du sang à l'étape de saigner des animaux n'est pas effectuée et que celui-ci est canalisé vers une fosse de stockage des eaux du process d'abattage ;*
- le traitement des matières stercoraires n'est pas assuré par un établissement agréé au titre du règlement (CE) 1069/2009 susvisé ;*
- un boîtier électrique non protégé est situé sous un lave main situé dans la zone de dépouillage ;*
- les rapports de vérification annuels des installations électriques n'ont pu être présentés à l'inspecteur de l'environnement ;*
- le registre des relevés mensuels des consommations d'eau n'a pas été présenté à l'inspecteur de l'environnement ;*
- le puits présent dans la cour de l'abattoir n'est pas mis en sécurité ;*
- les eaux pluviales de parking ne transitent pas par un décanteur et séparateur à hydrocarbures avant leur collecte ;*
- le plan des canalisations enterrées présenté à l'inspecteur de l'environnement n'est pas à jour ;*
- les résultats d'analyses d'autocontrôles du rejet aqueux de l'établissement vers le réseau public d'assainissement ne sont pas tenus à la disposition de l'inspecteur de l'environnement ;*
- le cahier d'épandage, utile à assurer la traçabilité du traitement des fumiers par les sols, n'a pu être présenté à l'inspecteur de l'environnement ;*

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles :

- 21, 22, 23-1, 23-2, 23-4, 23-5, 24-2, et 30-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé ;
- 15, 31 et 33 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé ;
- 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS à BAILLEUL de respecter les dispositions des articles :

- 21, 22, 23-1, 23-2, 23-4, 23-5, 24-2, et 30-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé ;
- 15, 31 et 33 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé ;
- 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

ARRETE

Article 1

La SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS, exploitant une installation d'abattage d'ovins et de caprins sise 105 Rue Philippe Van Thieghem sur la commune de BAILLEUL est mise en demeure de respecter les dispositions des articles :

- 1) 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en mettant en place un réseau séparatif des eaux pluviales et des eaux de process. Le plan des réseaux utilisés sera tenu à la disposition de l'inspecteur de l'environnement ;
- 2) 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en maintenant à jour un registre mensuel des consommations d'eau et en sécurisant le puits situé dans la cour de l'établissement ;
- 3) 23-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en canalisant tous les effluents aqueux ;
- 4) 23-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en mettant en place un décanteur-séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales de parking ;
- 5) 23-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en mettant en fonctionnement un équipement permettant le dégrillage à 6 millimètres des eaux du process d'abattage et en stockant les eaux pré-traitées dans une fosse de 10 m³ avant leur transfert vers la station urbaine communale ;
- 6) 23-5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en transmettant à l'inspecteur de l'environnement les résultats d'autocontrôle des eaux rejetées à la station urbaine collective ;
- 7) 24-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en s'assurant que les sous-produits animaux sont traités par un établissement agréé au titre du règlement (CE) 1069/2009 susvisé ;
- 8) 30-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 susvisé en isolant les conducteurs du boîtier électrique situé sous le lave-main du local de dépouillage des carcasses ;
- 9) 15 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé en collectant à part le sang des animaux de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents ;
- 10) 31 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé en rédigeant un cahier d'épandage conforme au 1° du point II de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;
- 11) 33 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé en respectant la fréquence mensuelle des analyses des paramètres azote et phosphore des eaux rejetées à la station d'épuration communale ;

L'exploitant doit respecter les dispositions des points 5 et 9 dès notification de ce présent arrêté. Il dispose **d'un délai d'un mois** pour respecter les dispositions des points 2, 6, 7, 8, 10, 11 et d'un **délai de trois mois** pour respecter les dispositions des points 1, 3, 4 à compter de la date de notification de ce présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BAILLEUL,
- direction départementale de la protection des populations du Nord, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BAILLEUL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 29 AVR. 2014

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Marc-Etienne PINAULDT

